



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux
BO**

Marseille, le **17 AVR. 2026**

**Arrêté préfectoral complémentaire 2026-73 APC
relatif aux déchets admissibles dans le cadre de la remise en état
par la société des carrières de la Ménudelle (SCLM)
située sur la commune de Saint-Martin -de-Crau**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
préfet de la zone de défense et de sécurité sud
préfet des Bouches du Rhône**

VU le code de l'Environnement, notamment ses articles L181-13, L.511-1 et R.181-45 ;

VU le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU les arrêtés préfectoraux n°2004-83C du 18 janvier 2005, n°2010-68C du 16 février 2010, n°2015-193C du 31 juillet 2015 antérieurement délivrés à la Société des Carrières de la Ménudelle (SCLM) pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Crau ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012-41 C du 30 janvier 2012 applicable à la société des carrières de la Ménudelle pour l'exploitation de la carrière avec installations de premier traitement des matériaux sise au lieu-dit La Ménudelle sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Crau ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-286-PC du 27 janvier 2023 relatif à l'exploitation par la société des Carrières de la Ménudelle de la carrière sise au lieu-dit « La Ménudelle » sur le territoire de la commune de saint Martin de Crau ;

VU le dossier de porter à connaissance relatif à la modification des déchets admissibles dans le cadre de la remise en état de la carrière de Ménudelle, transmis par courriel du 30 juin 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées n°D-0076-2025 en date du 13 février 2025, relatif à l'inspection du 5 février 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 février 2026 ;

CONSIDÉRANT que la société des Carrières de la Ménudelle (SLCM située au lieu-dit « la Ménudelle » sur la commune de Saint-Martin-de-Crau est régulièrement autorisée à exploiter par l'arrêté préfectoral 2044-83 C du 18 janvier 2005 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 5 février 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la carrière réceptionne des déchets en provenance de l'usine Imerys située sur la commune de Salin de Giraud, dans le cadre de la remise en état ;

CONSIDÉRANT que la réception de ces déchets n'est pas prévue par les dispositions des arrêtés du 18 janvier 2005 et du 30 janvier 2012 susvisés ;

CONSIDÉRANT qu'en réponse à ces constats, l'exploitant a déposé auprès de monsieur le Préfet un dossier de porter à connaissance par courriel du 30 juin 2025 susvisé, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'à travers le dossier précité, l'exploitant présente les caractéristiques des déchets produits par la société Imerys et justifie de leur compatibilité avec les dispositions de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, que ces déchets sont compatibles avec les dispositions actuellement applicables à la carrière exploitée par la société SCLM en matière de remise en état ;

CONSIDÉRANT que cette modification, objet du porté à connaissance du 30 juin 2025 susvisé, n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients " significatifs " pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ni à avoir d'incidences négatives notables sur l'environnement,

CONSIDÉRANT que, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46, cette modification est non substantielle et ainsi ne nécessite pas le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation avec enquête publique,

CONSIDÉRANT, toutefois que les dispositions de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2012 susvisé doivent être modifiées afin de prendre en compte l'apport des déchets du site Imerys ;

CONSIDÉRANT que, conformément aux dispositions de l'article R. 181-45, le Préfet peut, par arrêté complémentaire, imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié,

CONSIDÉRANT la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi d'un courriel en date du 30 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT l'absence de transmission d'observations à l'expiration du délai de 15 jours à compter de la date de notification du projet d'arrêté préfectoral.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1

Les dispositions de l'article 3.1 « conditions d'admission des déchets » de l'arrêté du 30 janvier 2012, modifiées par l'arrêté du 27 janvier 2023, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les déchets admissibles pour le remblayage de la carrière sont :

- les déchets inertes énumérés dans l'annexe 1 de l'arrêté du 30 janvier 2012, modifiée par l'article 2 de l'arrêté complémentaire du 27 janvier 2023 susvisé ;
- les terres issues d'un processus de décontamination caractérisées dans le dossier de demande de modification pour le réaménagement de la carrière de novembre 2011 et respectant les critères définis à l'article 2 de l'arrêté complémentaire du 27 janvier 2023 susvisé ;
- les déchets inertes provenant de l'usine Imerys située sur la commune de Salin de Giraud, caractérisés dans le dossier de demande de modification susvisé de juin 2025 et respectant les critères définis à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission. »

Article 2– Publicité et notification

Le présent arrêté sera notifié à la société des carrières de la Ménudelle et sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches du Rhône.

Article 3 -Voies et délais de recours

Conformément à l'[article R.181-50](#) du code de l'environnement, et sans préjudice de l'[article L.411-2](#) du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Ce recours administratif interrompt le cours du délai de recours contentieux, qui ne recommence à courir qu'à partir du rejet du recours administratif.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 4 Exécution

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- la sous-préfète d'Arles
- le maire de la commune de Saint-Martin-de-Crau
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du Logement de la région Provence Alpes Cote d'Azur

Et toutes autorités de police et gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation
la secrétaire générale adjointe



Marie Pervenche PLAZA